

Bedoui recommande une halte pour l'évaluation des projets

La gestion des dépenses en pleine crise économique en question

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3719 - Mardi 17 novembre 2015 - Prix : 10 DA

Criminalité à Oran

Deux personnes arrêtées pour apologie du terrorisme

Page 24

Attentats à Paris

Pour le Premier ministre français, de nouvelles attaques «se préparent»

Page 2

Les 19-3 restent sur la brèche

Par Mohamed Habili

Comme il fallait s'y attendre, le groupe des 19-3, comme certains les appellent non sans malice, se refusent à admettre l'évidence, à savoir que Bouteflika ne veut pas les recevoir, tout simplement, affectant de croire qu'il ignore jusqu'à l'existence de la lettre qu'ils lui ont adressée à cet effet. Sous-entendu : s'il était au courant, sûr et certain qu'il se ferait un plaisir de les recevoir, et qu'il se prêterait de bon cœur à leur étroite inquisition. Ils lui feraient part de leurs inquiétudes, en particulier de leur étonnement quant à des décisions de prises en vérité peu en accord avec ce qu'ils savent de lui. Et alors de deux choses l'une : ou bien il s'en expliquerait, ou bien c'est eux-mêmes qui le verraient tomber des nues comme qui entend pour la première fois parler d'une énormité. Seulement voilà, il ne saurait même pas qu'ils sont en train de remuer ciel et terre pour le rencontrer, dans le but de se rendre compte par eux-mêmes que c'est toujours lui qui est aux commandes, et non pas quelque camarilla, qui l'isole de tout, qui le trompe sur tout, allant jusqu'à lui présenter de faux documents à lire, et d'autres non moins truqués à signer. On n'ose imaginer l'état dans lequel se trouve Bouteflika dans le cas où effectivement il ne saurait toujours pas qu'ils demandent ardemment à le rencontrer - non pas dans leur intérêt bien sûr, comme prétendent certaines mauvaises langues, mais dans celui du pays, qui leur paraît en grand danger.

Suite en page 3

Spéculation sur les produits agricoles

Enfin un dispositif pour réguler les prix



PH > E. Soraya/J. A.

Dans l'optique de réguler le marché des produits agricoles, les pouvoirs publics tentent de mettre en place un nouveau dispositif qui consiste à mettre de l'ordre dans le circuit commercial actuel qui échappe au contrôle de l'Etat, où la multiplicité des intermédiaires participe fortement dans le renchérissement des prix. Lire page 2

Produits alimentaires

Les prix à l'importation en baisse sur les 8 premiers mois

Page 5

Si El Hachemi Assad, SG du Haut-commissariat à l'amazighité annonce

Conception en 2016 d'une statue de Massinissa

Page 13

Spéculation sur les produits agricoles

Enfin un dispositif pour réguler les prix

■ Dans l'optique de réguler le marché des produits agricoles, les pouvoirs publics tentent de mettre en place un nouveau dispositif qui consiste à mettre de l'ordre dans le circuit commercial actuel qui échappe au contrôle de l'Etat, où la multiplicité des intermédiaires participe fortement dans le renchérissement des prix.

Par Louiza Ait Ramdane

L'Etat veut lutter contre le réseau commercial actuel des produits agricole qui opère en usant de la spéculation. Il était temps que le gouvernement prenne des mesures pour réguler le marché de distribution des produits agricoles en agissant contre le monopole exercé par certains distributeurs qui font la pluie et le beau temps dans les marchés. Ce dispositif prévu par l'Etat permettra d'améliorer les perspectives du marché, et de pouvoir réguler les prix, à défaut de pouvoir contrôler leur évolution. Il s'agira de l'instauration de bons de transactions commerciales obligatoires qui seront exigés dans la commercialisation des fruits, légumes et poisson frais, afin d'assainir leur circuit de distribution en assurant la «transparence dans leur traçabilité», explique à l'APS le directeur de la réglementation et des affaires juridiques auprès du ministère du Commerce, El Hadi Bakir.

L'objectif est de baliser le circuit de distribution des produits frais par l'élimination des nombreux intermédiaires intervenant entre le producteur et le mandataire et de limiter la chaîne commerciale au trio producteur-grossiste-détaillant, sachant que les transactions faites entre l'agriculteur et le mandataire grossiste sont réalisées sans aucun document, explique encore la même source. Ce futur dispositif concernera non seulement les agriculteurs mais aussi les éleveurs et pêcheurs.

C'est ainsi qu'un projet de décret exécutif définissant ce système, son mode de fonctionnement et les opérateurs concernés ainsi que leurs obligations sera bientôt soumis au gouvernement pour examen et adoption. Ce texte sera suivi d'un arrêté ministériel qui fixera, entre autres, les différents modèles des bons de transactions commerciales, qui différeront en fonction de la catégorie des agents économiques tenus de les utiliser (agriculteurs, éleveurs, pêcheurs...).

«Cette mesure d'encadrement est destinée à réguler le marché car, actuellement, nous éprouvons beaucoup de difficultés à identifier toutes les opérations commerciales qui sont effectuées à partir de la production agricole jusqu'à son acheminement vers les marchés de gros de fruits et légumes», observe-t-il, soulignant que «toute infraction sera soumise aux sanctions prévues par la loi relative aux pratiques commerciales, telles la confiscation de la marchandise et/ou l'imposition d'une amende».

C'est que depuis quelques années le marché échappe à tout contrôle sur les produits frais, notamment les fruits et légumes, et ce, en raison de la



multiplication des intermédiaires. Ce qui a engendré le phénomène de spéculation à grande échelle. Une situation qui continue de pénaliser le simple

citoyen et le pouvoir d'achat qui ne cesse de s'éroder. A en croire les responsables du ministère du Commerce, cette situation est appelée à disparaître. La traçabi-

lité attendue de l'instauration du système des bons de transactions devra jouer un rôle important pour disposer de l'information nécessaire sur l'itinéraire

emprunté par le produit tout au long de sa distribution, facilitant la mission pour les services de contrôle.

L. A. R.

Attentats à Paris

Pour le Premier ministre français, de nouvelles attaques «se préparent»

Après les attentats qui ont ensanglanté Paris vendredi, le gouvernement français n'écartera pas de nouvelles menaces terroristes. En effet, le premier ministre français Manuel Valls a affirmé, hier, que des opérations du groupe Etat islamique «se préparent encore, pas seulement contre la France, mais contre d'autres pays européens». «Nous savons qu'il y a des opérations qui se préparaient et qui se préparent encore, pas seulement contre la France, mais contre d'autres pays européens», a dit Manuel Valls sur les ondes de RTL. La France va «vivre longtemps» avec la menace du terrorisme et doit se préparer à la possibilité de «nouvelles répliques». «Cet attentat a été organisé, pensé, planifié depuis la Syrie», a affirmé le Premier ministre, qui a martelé que le gouvernement n'écarterait «aucune solution» dans cette «guerre» contre le terrorisme. «J'invite chacun à la maîtrise, à la prudence et à la vigilance. Oui, le comportement de chacun va se modifier par rapport à cette menace terroriste», a-t-il ajouté. Evoquant le dispositif sécuritaire mis en place au lendemain des attentats, le chef de l'exécutif a réfuté le «risque zéro», soulignant que la police et la gendarmerie sont «particulièrement vigilantes partout en France». «Pour ce qui concerne le territoire national, tout doit être fait pour protéger les Français. Je comprends leurs peurs, leurs angoisses et leurs



questions. Il n'y a pas de risque zéro mais tout doit être fait et toutes les questions qui sont posées aujourd'hui par les Français devront être traitées», a-t-il expliqué. Par ailleurs, soutenant l'annonce faite dimanche par le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, sur une disposition, pour la «dissolution» des mosquées «radicales», qui sera étudiée prochainement en Conseil des ministres, M. Valls a affirmé qu'il faut fermer les mosquées et les associations qui «s'en prennent aux valeurs de la République». De son côté, intervenant sur les ondes d'Europe 1, l'ex-Premier ministre, François Fillon, a accusé le gouvernement de «n'avoir aucune stratégie» depuis l'engagement des forces

contre les terroristes de l'organisation autoproclamé «Etat islamique» (El/Daech), prônant, dans le cadre de la lutte antiterroriste, la réunion de «l'ensemble des pays concernés de la région (Proche-Orient), y compris le gouvernement de Bachar al-Assad». «Quand on entre en guerre, a-t-il dit, on ne se contente pas de trois bombardements par semaine, on a une stratégie pour gagner la guerre, ce qui n'est absolument pas le cas aujourd'hui», a dit Fillon, affirmant qu'aucun bombardement «n'a jamais permis de gagner une guerre». Pour lui, après l'attentat, en janvier dernier, contre l'hebdomadaire satirique Charlie Hebdo, «au fond, il ne s'est rien passé, on n'a rien changé», expli-

quant qu'il y a eu un texte voté sur la lutte contre le terrorisme «mais il n'y a pas eu de réel changement de la politique militaire et de la politique étrangère de la France», a-t-il relevé. Au reste, et dans le cadre de l'enquête sur les attentats de Paris, plus de 150 perquisitions ont été menées dans plusieurs villes de France. Dans la nuit de dimanche à lundi, les policiers sont intervenus à Bobigny (Seine-Saint-Denis), dans le quartier de l'Abreuvoir, où des perquisitions ont été menées et des riverains interrogés. Les autres opérations menées dans d'autres villes, indique-t-on, «n'auraient pas de lien direct» avec les attentats, mais elles interviennent dans le cadre de l'état d'urgence. Des centaines de policiers ont investi, dans la nuit, le quartier du Mirail à Toulouse. Au moins trois personnes ont été placées en garde en vue. Une source du parquet de Toulouse a précisé que des objets «illicites», dont une arme et du cannabis, ont été saisis. Dans les environs de Lyon et de Villefranche-sur-Saône, treize perquisitions ont été menées. Cinq personnes ont été interpellées et cinq gardes à vue sont en cours. Chez l'une des personnes arrêtées, «un véritable arsenal de guerre dont un lance-roquettes, des gilets pare-balles, des pistolets et un fusil d'assaut kalachnikov, ont été découverts», a indiqué une source proche du dossier, relayée par les médias.

Meriem Benchaouia /Agences

Bedoui recommande une halte pour l'évaluation des projets

La gestion des dépenses en pleine crise économique en question

■ Tout en rassurant que la crise économique et financière que traverse l'Algérie n'est pas une «fatalité», le ministre de l'Intérieur a affirmé, hier, depuis Djelfa, que l'étape actuelle nécessite une «halte» pour évaluer ce qui est en réalisation aujourd'hui.

Par Nacera Chennafi

Au deuxième jour d'une visite de travail à Djelfa, le ministre de l'Intérieur, Nourreddine Bedoui, a rassuré, hier, que les projets sociaux se poursuivront normalement, mais qu'il est temps de passer à l'évaluation. Une manière pour le représentant du gouvernement de dire que le gaspillage ne sera plus toléré et toute nouvelle enveloppe financière allouée pour la réalisation des projets au niveau des wilayas doit être justifiée. Dans ce cadre, il a indiqué que l'étape actuelle nécessite une «halte» pour évaluer ce qui est en réalisation aujourd'hui. «C'est sur la base de ce constat, qui doit être positif, que nous prendrons en considération les équilibres et les besoins de chaque wilaya en la matière», a-t-il dit. Evoquant la crise économique et financière que traverse l'Algérie à l'instar d'autres pays de même niveau, Bedoui a rassuré que «cette crise n'est pas une fatalité, mais plutôt une opportunité pour optimiser l'exploitation des ressources humaines que recèle le pays». C'est ce qu'a indiqué le ministre, au deuxième jour d'une visite de travail à Djelfa, estimant que l'Algérie dispose d'«énormes compétences qui nous incitent à investir en elles» et à les exploiter de manière idoine. Dans ce cadre, le ministre a souligné avoir visité de nombreuses



Ph/E. Sorayefi, A.

exploitations agricoles et industrielles, dont les performances ont été jugées encourageantes et contribuant à la création de richesse et d'emplois dans le pays. Il est à rappeler que dans sa politique de résistance à la crise économique et financière actuelle, le gouvernement refuse de parler d'austérité mais plutôt de rationalisation des dépenses. D'ailleurs, lors de la réunion gouvernement-walis, des instructions ont été données dans ce cadre, notamment le contrôle des dépenses ; et dans le projet

de loi de finances 2016, différents secteurs ont connu des baisses de budget de fonctionnement.

Il est à noter que la question de la réévaluation des projets a toujours été un vrai casse-tête pour le gouvernement.

Par ailleurs, durant sa visite à Djelfa, Bedoui s'est rendu au siège de l'APC de Djelfa où il a donné le coup d'envoi de l'opération de délivrance de la carte d'identité biométrique, dont le dossier était auparavant traité au niveau de la daïra. A cette occa-

sion, le ministre de l'Intérieur a écouté les doléances de nombreux citoyens, liées, entre autres, au logement, à la santé et au lancement de projets pour l'amélioration de leur cadre de vie.

Pour rappel, durant la première journée de sa visite à Djelfa, le ministre de l'Intérieur a affirmé que les investisseurs ne rencontreraient aucune entrave pour la réalisation de leurs projets, tout en soulignant l'accompagnement par l'Etat tant dans le secteur public que privé dans le cadre de l'encouragement à l'investissement. D'autre part, il avait annoncé dimanche l'ouverture d'un nouvel atelier sur le E-Gouvernement ou le gouvernement électronique sur décision du Premier ministre.

Dans son allocution, Bedoui a indiqué que l'objectif de cette décision est de moderniser l'administration algérienne à la faveur des technologies de l'information et de la communication (TIC) et de rompre avec la bureaucratie. La prochaine étape concernera la carte d'identité biométrique, le permis de conduire et la plaque d'immatriculation (automobile) électronique, a-t-il ajouté. Le ministre a mis l'accent sur l'impératif de répondre aux besoins des citoyens en application de la politique de modernisation de l'Administration.

N. C.

Bilan de l'Ansej et de la Cnac

Près de 475 000 micro-entreprises créées

Près de 475 000 micro-entreprises ont été créées dans le cadre des dispositifs de l'Ansej et de la Cnac, générant plus d'un million d'emplois, a indiqué, hier à Alger, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mohamed El Ghazi.

«Depuis la mise en place de ces deux dispositifs jusqu'au 30 septembre 2015, l'Ansej et la Cnac ont financé 475 000 micro-entreprises», a souligné le ministre lors de l'ouverture de la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat (GEW) organisée du 16 au 22 novembre en cours. Le dispositif de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (Ansej) a débuté en 1996 alors que celui de la Caisse nationale d'assurance-chômage

(Cnac) a démarré en 2004, rappelle-t-on. La création de ces entreprises a permis de générer 1,1 million d'emplois directs, selon les chiffres présentés par le ministre qui a énuméré, à cette occasion, les différentes mesures prises par le gouvernement pour encourager les jeunes à développer des activités entrepreneuriales. Pour M. El Ghazi, les efforts de ces deux organismes d'appui aux micro-entreprises ont permis à l'Algérie de se positionner à la 4^e place lors de la précédente édition de cette semaine mondiale de l'entrepreneuriat.

«Ces deux organismes apportent aux porteurs de projets le savoir-faire, l'accompagnement lors de la réalisation de leurs projets, la

pérennisation de leurs activités et l'accès au financement», a-t-il poursuivi.

M. El Ghazi a rappelé les mesures prises depuis 2008 pour faciliter la création de ce type d'entreprises telles que la réduction des délais de traitement des dossiers des porteurs de projets, la révision en baisse de l'apport personnel du porteur du projet et la bonification des taux d'intérêt sur les crédits bancaires.

L'instauration d'une fiscalité progressive sur trois années et la réservation d'un quota de 20% de la commande publique à des micro-entreprises figurent aussi parmi les facilitations accordées par le gouvernement.

Halim Y.

Foncier industriel

Les procédures d'accès «doivent être simplifiées»

Un accompagnement «sérieux» doit être assuré aux investisseurs et aux porteurs de projets au moyen, notamment, de la simplification des procédures d'accès au foncier industriel, a affirmé dimanche le wali de Khenchela, Hamou Bekouche. Ce responsable, qui venait de

donner le coup d'envoi de la Semaine de l'entrepreneuriat organisée par la direction de l'industrie et des mines au siège de la pépinière des entreprises, a appelé les responsables locaux concernés à «trouver des solutions aux préoccupations exposées par des investisseurs, notamment celles en rap-

port avec le foncier». Le wali, qui a visité les divers stands de l'exposition tenue à cette occasion a rappelé l'importance accordée, lors de la dernière rencontre gouvernement-walis, à l'encouragement de l'investissement productif et à la lutte contre la bureaucratie pour relancer l'économie, en applica-

tion des orientations du président de la République, Abdelaziz Bouteflika. Le chef de l'exécutif local s'est notamment intéressé à certains projets innovants initiés par de jeunes promoteurs et à leur impact en matière de création de richesses et d'emplois.

Yanis F.

LA QUESTION DU JOUR

Les 19-3 restent sur la brèche

suite de la page Une

Le groupe des 19-3 n'abandonne pas la partie pour autant. Il veut bien patienter encore un peu, le temps de laisser venir. Et puis il avisera, si décidé en continu de les traiter à la légère. L'ennui c'est qu'on ne sait pas très bien ce qu'ils peuvent bien faire pour faire parvenir à la bonne oreille leur cri d'alarme. Si le président est privé de journaux, et de médias en général, si les personnes qu'il reçoit sont triées sur le volet, s'il est en résidence surveillée, comme ils le suggèrent lourdement, que faire pour réussir quand même à l'alerter sur l'état dramatique du pays ? C'est là toute la difficulté à laquelle se trouve confronté le groupe dit des 19-3. Telle est du moins l'histoire invraisemblable qu'il nous raconte, comme s'il avait affaire à des idiots. D'une certaine façon, tout se passe comme si lui seul a pris pour argent comptant ce que disent les opposants non pas tant pour être crus que pour entretenir l'agitation et maintenir la pression et le cap. Lorsqu'un Benflis, par exemple, parle de vacance du pouvoir, ce n'est pas parce qu'il pense que tel est effectivement le cas, mais parce qu'il croit qu'à l'intérieur du système il existe une faction tentée par le coup d'Etat. Il en appelle à ce dernier chaque fois qu'il fait mine de croire que le détenteur du pouvoir réel n'est pas celui que l'on croit. Ce n'est pas une analyse qu'il fait, c'est une position politique qu'il prend, c'est un acquiescement qu'il exprime, peut-être à l'aveugle, peut-être à bon escient. En un mot comme en mille, il fait de la politique comme il croit qu'il est judicieux d'en faire dans les circonstances actuelles. Mais il ne lui viendrait pas à l'idée de demander à être reçu par Bouteflika, prétendument pour constater par lui-même qu'il est en capacité de gouverner le pays, en réalité pour pouvoir affirmer tout le contraire par la suite. Il sait par avance que ce coup machiavélique n'a aucune chance de marcher pour la bonne raison qu'il n'existe pas d'adversaire naïf au point de s'y laisser prendre. Le groupe des 19-3 ne recule pas pour ce qui le concerne devant cette difficulté. La sous-estimation du vis-à-vis est la forme la plus ordinaire du crétinisme en politique.

M. H.

Abdelkader Messahel :

«L'Algérie abritera en 2016 deux conférences sur la lutte contre le terrorisme»

■ «L'Algérie abritera en 2016 deux conférences sur la lutte contre le terrorisme et la déradicalisation», a annoncé, hier à Alger, le ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue arabe, Abdelkader Messahel.

Par Hatem G.

La première conférence, qui aura lieu au cours du premier trimestre 2016, sera consacrée à la place de la démocratie dans la déradicalisation et la seconde sera dédiée à la cybercriminalité, l'utilisation d'Internet et des réseaux sociaux par les groupes terroristes, a précisé M. Messahel sur les ondes de la Radio nationale. Les rencontres, qui réuniront des experts et spécialistes de haut niveau dans le domaine, sont prévues dans le cadre de la vulgarisation de l'expérience de l'Algérie sur la déradicalisation, et la lutte antiterroriste, dans le cadre du Forum global de lutte contre le terrorisme. L'Algérie est membre fondateur et initiateur de ce forum et elle coprésède avec le Canada le comité sur le Sahel. L'objectif des conférences est de lutter contre l'usage des réseaux sociaux «à des fins de propagande et d'enrôlement au terrorisme», a-t-il expliqué. Pour M. Messahel, la communauté internationale et les Nations unies «doivent s'organiser pour gérer au mieux ces réseaux sociaux qui

doivent être au service de la paix, de l'humanité et non pas un vecteur de destruction massive de la population». Il a encore insisté qu'il revenait à la communauté internationale de «prendre des mesures et de codifier les règles d'utilisation des moyens des technologies de l'information afin d'en contrôler l'utilisation», soulignant la nécessité de «trouver le moyen de concilier le sécuritaire avec les libertés». Par ailleurs, le ministre a plaidé encore une fois pour une stratégie globale des Nations unies pour lutter contre le terrorisme, qui «ne devrait pas se baser sur l'action militaire, mais sur d'autres facteurs» tel que l'assèchement des sources de financement du terrorisme. A ce propos, il a rappelé que l'Algérie avait proposé, lors du sommet du Conseil de paix et sécurité de l'Union africaine (UA) à Nairobi, de réunir une conférence africaine en 2016 sur le financement du terrorisme. L'objectif de cette conférence «est d'aller vers les Nations unies et négocier un protocole additionnel à la convention de lutte contre le terrorisme qui prend en charge la question du finance-



PH/D.R.

Colère des chauffeurs de taxi à Béjaïa

Ils exigent des sanctions

à l'encontre des auteurs de dépassements

DES DIZAINES de chauffeurs de taxi exerçant dans la ville de Béjaïa et d'autres municipalités telles qu'Akbou, Sidi-Aïch, etc. affiliés à l'UGTA, ont entamé hier une grève ouverte. Ils ont appuyé cette grève par une autre action, à savoir le stationnement de leurs taxis en file (cortège jaune) sur la route de Sétif. Un «cortège jaune» organisé pour attirer l'attention de tous et en signe de protestation contre les mauvaises conditions dans lesquelles ils exercent leur métier. Au menu de leurs revendications, l'aménagement des arrêts et stations de taxi, le déplacement de certains d'entre eux tels que celui d'Ighil Ouazoug, Tazebouït, etc, vers des lieux adéquats afin de permettre aux voyageurs d'avoir recours à leurs prestations, l'installation de nouveaux arrêts et stations notamment au quartier Séghir, l'aménagement d'une nouvelle fourrière à Sid-Boudrahem telle que proposée par l'APC, le respect du règlement intérieur de la corporation, la fin des dysfonctionnements de la commission de discipline et la lutte contre la concurrence déloyale livrée par les prestataires clandestins. Zoubir Saimi, secrétaire général de la section syndicale (UGTA) des chauffeurs de taxi de la commune de Béjaïa avec qui nous avons parlé hier, a exigé «la réhabilitation de la fonction de chauffeur de taxi dont l'image est ternie», selon lui «par certains taxieurs non représentatifs de la corporation avec la passivité de la direction des transports». Pour M. Saimi, «la direction des transports est responsable de l'anarchie et du non-respect du règlement intérieur par certains taxieurs». D'ailleurs, il a dénoncé ce syndicat qualifié de «fictif». S'agissant des fraudeurs, leur nombre est plus élevé que celui des taxis existant dans la ville de Béjaïa, selon M. Méziani. Ce dernier dira qu'«il y a des taxieurs qui ont restitué leurs lignes d'exploitation à la direction des transports mais continuent à exercer ce métier sans être inquiétés par quiconque». Une situation qu'il a imputée «manque de contrôle et de suivi par les autorités concernées». Intervenant sur radio Soummam, Hocine Rahmani, responsable à la direction des transports, précisera que «le règlement intérieur du syndicat est propre à l'UGTA mais pas aux autres syndicats et que la commission mixte qui s'est réunie le 29 octobre dernier est une commission technique et non pas une commission de discipline».

M. Saimi se demande à quoi sert cette commission dans laquelle siègent plusieurs secteurs, dont la gendarmerie, la sûreté, la DTP, les transports, l'APC, la DRAG, les différents syndicats, etc., «si elle ne peut pas organiser la corporation et mettre fin aux dépassements de certains». Pour lui, «c'est la commission de discipline qui doit statuer sur les dépassements de certains».

Hocine Cherfa

ment de ce fléau», a-t-il expliqué. «Il va falloir prendre des mesures internationales pour sanctionner ceux qui payent les rançons, il s'agit aussi de la question du trafic de drogue et du crime organisé», a souligné M. Messahel. Le ministre a mentionné des rapports de l'ONU qui relèvent que le trafic de drogue à lui seul rapporte plus d'un milliard de dollars aux groupes terroristes et aux narcotrafiquants dans la région du Sahel. Outre les rançons et le trafic de drogue, le terrorisme se finance également par des «sources occultes» que sont les paradis fiscaux et certaines sociétés caritatives, a encore relevé le ministre. Il a insisté sur l'impératif de la tenue d'une conférence internationale sur cette question et la mise en place d'un protocole additionnel onusien qui «prendra en charge cette question et faire en sorte que ça soit criminalisé». «Le terrorisme est devenu une menace globale contre la paix et la sécurité, et il nécessite une riposte globale», a-t-il encore dit, rappelant que l'Algérie est «fortement impliquée depuis de longues années dans la mobilisation internationale pour faire face à ce phénomène» nourri également par «le discours radical qui est prôné un peu partout». Revenant sur l'expérience de l'Algérie en matière de lutte contre ce fléau, le ministre a lon-

guement évoqué les efforts consentis à travers la politique de déradicalisation. «La déradicalisation, c'est la loi sur la concorde civile, la réconciliation nationale, les projets de développement, la prise en charge des jeunes et les grandes réformes qui font qu'aujourd'hui l'Algérie est devenue une référence en la matière», a-t-il expliqué, en insistant également sur la réhabilitation de l'islam traditionnel, et sur le rôle que peut jouer la mosquée, l'école, et les médias dans ce sens. «La démocratisation est le fondement même de la lutte contre la radicalisation», a souligné le ministre, relevant que l'Algérie est le pays qui «donne le moins de djihadistes au terrorisme et à Daech». M. Messahel a d'autre part souligné que le terrorisme a connu une mutation dans le mode opératoire, «passant d'opérations ciblées, à l'occupation et au contrôle de vastes territoires» comme c'est le cas en Irak. Le ministre a enfin mis l'accent sur la préservation d'un «front intérieur stable et très solide», dont la responsabilité incombait «à tout le monde». «L'Algérie est aujourd'hui l'un des rares pays stables de la région. Nous devons garantir notre stabilité en restant vigilants parce que la menace est immense et elle est encore là», a conclu le ministre.

Situation en Libye : une série de réunions prévue dans les pays voisins

Plusieurs réunions sur la situation en Libye sont prévues dans les pays voisins, dont une très prochainement à Alger, a annoncé hier le ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue arabe, Abdelkader Messahel.

«Dans les tout prochains jours», l'Algérie abritera la 7^e session des pays du voisinage de la Libye qui «sera consacrée à la problématique de la stabilité de la région», a précisé le ministre à la Radio nationale. M. Messahel a réitéré la position de l'Algérie pour «une solution politique et un gouvernement d'union nationale pour remettre la Libye sur les rails de la stabilité».

Ce gouvernement «aura une tâche très lourde» puisqu'il aura «à gérer une transition, à préparer des élections, et aura donc besoin d'un soutien international et l'Algérie apportera sa contribution dans la limite de ses lois et ses moyens», a précisé M. Messahel. Il a, à cette occasion, rappelé qu'«un accord libyen qui prévoit la transition est déjà sur la table et qu'il faisait l'unanimité, même s'il y a des parties qui veulent plus».

Concernant la libre circulation des armes dans ce pays, le ministre a relevé que le trafic des armes a fait de la Libye «une poudrière», appelant les Nations unies à prendre «en charge» cette question, surtout que «la connexion entre le crime organisé et le terrorisme aggrave la situation sécuritaire dans le pays mais aussi dans la région du Sahel».

H. G./APS

Rectificatif dans le papier «Sénatoriales à Tizi-Ouzou»

DANS le papier «Sénatoriales à Tizi-Ouzou» paru dans notre édition du lundi 16 novembre 2015 une coquille s'est glissée ; ainsi, au lieu de lire une seule défection a été enregistrée parmi les élus du RCD dont la concernée se trouvait en France pour des soins à place de défection de 150 élus et que les primaires ont eu en un seul tour. Nous tenons à présenter nos excuses à nos lecteurs et aux concernés.

Produits alimentaires

Les prix à l'importation en baisse sur les 8 premiers mois

■ Le plus fort recul des prix à l'importation a été enregistré pour la poudre de lait et autres matières premières entrant dans la fabrication du lait avec une baisse de l'ordre de 45%, ainsi que les huiles alimentaires brutes (-23%).

Par Hassina Y.

Les prix moyens à l'importation de la quasi-totalité des produits alimentaires et agroalimentaires ont connu un recul durant les 8 premiers mois de 2015 par rapport à la même période de 2014, ce qui a contribué à la baisse de la facture des importations alimentaires du pays.

Le plus fort recul des prix à l'importation a été enregistré pour la poudre de lait et autres matières premières entrant dans la fabrication du lait avec une baisse de l'ordre de 45%, ainsi que les huiles alimentaires brutes (-23%), viandes (-17%), sucres et sucreries (-13%) et les céréales, semoule et farine (-5,5%), indique une note d'analyse du ministère du Commerce sur les importations algériennes.

Ces produits, qui constituent l'essentiel du groupe alimentaire avec les légumes secs et les café et thé, représentent plus de 76% des biens alimentaires importés.

Les prix à l'importation des matières premières alimentaires destinées à l'industrie agroali-



PH/D.R.

mentaire ont baissé dans une fourchette variant entre -1% et -39%, excepté pour ceux du blé dur (+16%).

Ces prix ont reculé de 15% pour le maïs, de 14% pour le blé tendre et de 12% pour les sucres roux. Pour les prix moyens de produits de large consommation, ils ont également marqué des baisses : riz (-29%), lait

infantile (-19%), sucre blanc (-16%) et le triple concentré de tomate (-6%). Contrairement à leur baisse enregistrée sur les six premiers mois de l'année, les prix à l'importation des pâtes alimentaires ont augmenté de 16%, ainsi que le double concentré de tomate (+24%) et le thé (+4%).

Côté légumes secs, les prix moyens des lentilles ont conti-

nué leur hausse (+24%) contrairement à ceux des haricots secs qui ont diminué de 29%.

Pour ce qui est des viandes, les évolutions sont contrastées : les prix des viandes bovines réfrigérées ont reculé de 8% et ceux des poissons congelés réduits de 28%, alors que ceux des viandes bovines congelées ont augmenté de 9%.

Outre les produits alimentaires, les prix moyen à l'importation du ciment ont enregistré une baisse oscillant entre -2% et -21%.

Les importations réalisées sur les huit premiers mois de l'année 2015 ont atteint 35,42 milliards de dollars contre 39,37 mds usd durant la même période de l'année écoulée (-10,02%).

Le groupe des biens alimentaires a représenté environ 18% du total de ces importations avec une valeur de 6,4 milliards de dollars, en baisse de 17% par rapport à la même période de l'année précédente.

Concernant les importations par opérateur économique pour les produits alimentaires de large consommation, il est relevé que de janvier à août 2015, l'Office national interprofessionnel de lait (Onil) a dominé les importations de poudre de lait (52%) et l'Office algérien interprofessionnel des céréales (Oaic) à hauteur de 95% pour le blé.

Les pays fournisseurs de l'Algérie en poudre de lait sont au nombre de 17 dont les trois premiers sont la Nouvelle-Zélande (42% des importations), France (13%) et Uruguay (12%).

H. Y./APS

Journées du marketing hôtelier

Les professionnels misent sur la formation et la bonne communication

L'importance d'une formation et d'une communication de qualité dans le développement du tourisme en Algérie a été mise en exergue hier à Alger, à l'occasion des 3^{es} Journées du marketing hôtelier. «Au-delà des infrastructures et les différents moyens matériels, la bonne formation du personnel joue un rôle primordial pour le développement du tourisme», a soutenu, en marge des travaux de cette rencontre, Saadaoui Salah, directeur au niveau de l'Entreprise de gestion touristique de Tipasa. Pour lui, «sans personnel et gestionnaires qualifiés et sans une bonne communication, le secteur aura beaucoup de mal à se développer, même en disposant d'infrastructures des plus modernes». M. Saadaoui a mis l'accent, à ce titre, sur la nécessité d'assurer une formation continue

aux personnels et avoir une bonne politique de communication pour bien vendre le produit touristique algérien et avoir sa place sur le marché mondial, et contribuer ainsi au développement économique du pays. Dans le même cadre, le directeur général du tourisme au niveau du ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Artisanat, Didouche Mokhtar, a relevé l'importance du marketing hôtelier, «d'où la nécessité de savoir comment vendre le produit touristique algérien avec toute sa multitude, avec le tourisme balnéaire, le tourisme saharien, celui de la montagne ou le thermalisme». «Il s'agit de savoir vendre ces produits en utilisant tous les moyens techniques relatives au marketing, la communication ou la publicité», a-t-il expliqué. Evoquant, par la même occasion,

la création d'un Observatoire national du tourisme, M. Didouche a rappelé que l'idée a été étudiée lors de l'élaboration du Schéma directeur de l'aménagement touristique, précisant qu'«il ne reste que de l'institutionnaliser». L'objectif des 3^{es} Journées du marketing hôtelier est de contribuer à une «meilleure réflexion» sur le modèle économique qui permettra à l'industrie hôtelière de s'adapter aux nouveaux environnements, selon les organisateurs. Au menu de cette rencontre de deux jours : réunir les professionnels du secteur autour des concepts hôteliers, de la distribution, de la commercialisation, du volet relatif aux nouvelles technologies et de la partie marketing en ligne, ainsi que des outils de gestion tarifaire.

Souad L.

Salon international des travaux publics

360 exposants attendus à Alger

Plus de 360 exposants, composés de 193 nationaux et de 167 étrangers venant de 12 pays, prendront part à la 13^e édition du Salon international des travaux publics d'Alger (SITP 2015) qui se tiendra du 18 au 22 novembre au Palais des expositions (Pins maritimes).

Cette manifestation économique est organisée par le ministère des Travaux publics en collaboration avec la Société algérienne des foires et expositions (Safex). Réservé exclusivement aux professionnels du secteur, le

salon dont les différents pavillons couvriront une superficie globale de 22 914 m², sera organisé sous le thème «les infrastructures de base, un vecteur de développement économique : construisons et préservons». Les pays ayant confirmé leur participation au SITP 2015 sont l'Allemagne, la Belgique, la Chine, l'Espagne, la France, la Hongrie, l'Indonésie, l'Italie, le Portugal, la Roumanie, la Tunisie et la Turquie. A travers ce salon, selon les organisateurs, il s'agira d'offrir aux participants non seu-

lement des opportunités de partenariat, mais aussi de présenter les nouveautés en matière des grands travaux d'infrastructures et d'ouvrages d'art, des travaux d'entretien routier et des équipements. Le traitement des matériaux de construction pour les routes, les matériels de manutention et de levage, les matériels et les équipements des chantiers, les systèmes d'information, télécommunication et les nouvelles technologies seront également au centre de ce salon. Deux journées d'étude

seront, par ailleurs, organisées en marge du salon.

La première est prévue pour jeudi sous le thème «les grandes orientations stratégiques du secteur des travaux publics dans le contexte économique actuel», tandis que la seconde aura lieu dimanche pour aborder «les techniques novatrices dans l'entretien et l'exploitation des infrastructures routières». L'édition du SITP de 2014 avait regroupé 429 participants dont 212 étrangers qui représentaient 19 pays, rappelle-t-on.

Ali O.

Prix Le pétrole en hausse hier en Asie

LES COURS du pétrole étaient en hausse hier en Asie où le cours du baril de «light sweet crude» (WTI) pour livraison en décembre prenait 27 cents à 41,01 dollars dans les échanges électroniques. Le baril de Brent, la référence européenne du brut, pour livraison en janvier, progressait de 50 cents à 44,97 dollars. «Comme la France intensifie ses efforts (militaires) dans la région touchée, les cours pourraient être tirés à la hausse pendant le restant de la semaine», a estimé l'analyste Daniel Ang, ajoutant que «les cours ne devraient pas trop monter» à cause de la surabondance globale de l'offre. «La hausse des cours provoquée par les tensions géopolitiques sera de courte durée. A long terme, les facteurs principaux restent l'offre et la demande», a-t-il dit. Vendredi, le WTI a perdu 1,01 dollar à 40,74 dollars sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), cédant quelque 8% sur l'ensemble de la semaine pour tomber au plus bas niveau d'un contrat de référence depuis août. A Londres, le Brent pour livraison en décembre reculait de 45 cents, à 43,61 dollars le baril, soit une chute de 8% également pour l'ensemble de la semaine.

R.E.

Annaba

Plus de 470 micro-entreprises créées depuis le début de l'année

■ Pas moins de 474 micro-entreprises ont été créées à Annaba depuis le début de l'année 2015, dans le cadre du dispositif de l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (ANSEJ), a indiqué le directeur de l'antenne locale de cette agence.

Par Salim L.

Ces micro-entreprises ont généré quelque 2 200 postes de travail entre emplois directs et indirects, a souligné le même responsable en marge de l'ouverture d'une semaine d'information sur l'entrepreneuriat organisée à l'université Badji-Mokhtar. Quarante pour cent de ces micro-entreprises sont le fait de diplômés de l'université, a fait savoir M. Kahlouche, précisant que les projets financés par l'Ansej durant cette période sont liés à des secteurs «créateurs» de richesses comme l'industrie, l'agriculture et les technologies de l'information et de la communication. La semaine d'informa-



PH. A. D. R.

tion et de sensibilisation destinée à encourager et à stimuler l'esprit entrepreneurial a été initiée, conjointement, par l'antenne locale de l'Ansej et l'université d'Annaba. Elle a ciblé, en par-

ticulier, les étudiants considérés comme une «source d'énergie et d'innovation en mesure de participer activement à la relance de l'économie nationale», a-t-on indiqué à l'ouverture de cette

manifestation. Une maison de l'entrepreneuriat sera ouverte à l'université d'Annaba «avant fin 2015» pour «assurer un meilleur accompagnement aux jeunes universitaires désirant s'investir

dans le monde de l'entrepreneuriat», a-t-on souligné au cours de la cérémonie d'ouverture de cette semaine d'information. Des explications détaillées sur les mesures d'accompagnement, de suivi et de financements des projets créés dans le cadre de ce dispositif d'aide à l'emploi seront fournies par des professeurs d'université, des représentants d'institutions bancaires et d'organismes de sécurité sociale, présents à cette rencontre organisée dans le cadre de la semaine internationale de l'entrepreneuriat pour 2015, ont affirmé les organisateurs.

S. L./APS

Ain Témouchent

L'abri de pêche de Madagh fin prêt au prochain semestre

Le projet de réalisation de l'abri de pêche de Madagh (40 km d'Ain Témouchent) sera achevé au courant du premier semestre 2016, a-t-on appris de la direction des travaux publics de la wilaya. Le taux d'avancement de ce projet, auquel une enveloppe financière de trois milliards de dinars a été consacrée, est estimé à 60%, a-t-on indiqué, rappelant que ce projet peut accueillir une flottille de 100 petits métiers. Inscrit en 2011, ce projet n'a vu ses travaux débiter que le 1^{er} octobre 2013 pour un délai contractuel de 17 mois. Une fois mis en exploitation, il pourra générer plus de 200 postes de travail directs

et autres indirects, a-t-on ajouté. Une fois opérationnel, cet équipement contribuera à l'amélioration des conditions d'accostage pour les pêcheurs. Prévoyant également la réalisation d'une halle à marée, cette opération vise à assurer, à la population des pêcheurs fréquentant ce site, des conditions d'accostage et de protection de leurs embarcations. L'abri de pêche servira par là même de refuge pour les bateaux en détresse lors des tempêtes, a-t-on ajouté. Avec la construction de cet abri de pêche, les pêcheurs pourront aussi développer les petits métiers, un créneau qui revient en tête

des préoccupations des professionnels et des responsables de la pêche. Cette opération, inscrite dans le cadre du plan quinquennal 2010-2014 à l'intitulé du secteur des travaux publics, s'est vue allouer, dans un premier temps, une enveloppe financière de 560 millions DA. Venant conforter les deux ports de pêche de la wilaya (Beni Saf et Bouzedjar), le futur abri de pêche pourra contenir quelque quarante embarcations de pêche aux côtés de plusieurs petits métiers et contribuera au développement du secteur dans cette wilaya à grande vocation dans ce domaine, a-t-on encore souligné. **Hani A.**

El-Oued Un abattoir industriel moderne prochainement mis en service

UN ABATTOIR industriel moderne sera mis en service prochainement à El-Oued, dans le cadre de la stratégie de l'investissement visant la création de projets industriels, a-t-on appris de la direction locale de l'industrie et des mines (DIM). Cet «important» projet, dont les travaux ont été achevés, s'inscrit dans le cadre de la promotion de l'investissement local, après avoir été analysé par le Comité d'assistance à la localisation et la promotion de l'investissement et de la régularisation foncière (Calpiref), et devra couvrir le déficit relevé dans le domaine des abattoirs aux normes, selon la même source. La capacité de cet abattoir industriel avoisinera les 18 tonnes/jour de viande, réparties entre 13 000 tonnes de viande rouge et 5 000 tonnes de viande blanche, une capacité jugée «suffisante» pour répondre aux besoins de la wilaya, a-t-on indiqué. Cette structure projetée au quartier Mestour à El-Oued, disposera d'une aile pour l'abattage et une autre pour le stockage avec cinq chambres froides de 420 m³ pour chacune de quatre d'entre elles et 240 m³ pour la cinquième, selon la même source. L'abattoir disposera, en outre, d'un four aux standards internationaux destiné à l'incinération des parties non consommables, ainsi qu'une unité de traitement des eaux usées, avec un traitement chimique des eaux exploitées durant l'opération d'abattage et un traitement écologique des eaux usées après l'opération d'abattage. Il devra aussi offrir de nombreux emplois et atténuera le taux de chômage dans la région, a-t-on indiqué à la DIM.

F.A.

Bouira

Journée d'étude et d'information sur les dangers de la brucellose

Une journée d'étude et d'information sur les dangers de la brucellose a été organisée dimanche par le bureau d'hygiène communal de Bouira pour sensibiliser les vétérinaires, les éleveurs et les agriculteurs aux dangers de cette maladie infectieuse. La brucellose est dangereuse en l'absence de prévention, de vaccin ou de prise en charge médicale, ont souligné les intervenants ayant participé à cette rencontre. Les vétérinaires ont

mis l'accent sur les symptômes de cette maladie infectieuse qui s'est sensiblement propagée à Bouira, tout en soulignant l'importance des tests de dépistage pour la protection du cheptel bovin des risques de cette maladie. Cette journée a été l'occasion pour des vétérinaires d'appréhender davantage de mesures et de pratiques pouvant les aider à éviter toute contamination de cette maladie. Quarante-neuf personnes, dont 17 vétérinaires de la

wilaya de Bouira ont été contaminés, selon un rapport rendu public en octobre dernier par la direction de la santé. La même direction avait assuré que tous les patients ont été pris en charge selon un protocole standardisé par le ministère de la Santé sur recommandation de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). En plus de l'hospitalisation des patients présentant des signes cliniques de la pathologie, le ministère de la Santé a

préconisé trois schémas de traitement de la brucellose humaine pour éviter l'arrêt du traitement par manque de tel ou tel médicament, a-t-on expliqué de même source. La contamination des 17 vétérinaires a eu lieu par défaut d'observance des mesures de prévention les plus élémentaires (port de gants, de lunettes et de masques) surtout en période épidémique, a-t-on, par ailleurs, souligné.

N.O./Agences

Oran

Relogement de 226 familles d'Arzew à Hassi Ben Okba

Pas moins de 226 familles qui résidaient dans des habitations précaires au niveau de la commune d'Arzew ont été relogées dans des logements décents à Hassi Ben Okba, a-t-on appris dimanche du directeur général de l'OPGI. Ces familles, qui vivaient dans des conditions difficiles dans plusieurs sites

d'habitat précaire répartis sur la commune d'Arzew, étaient détentrices de pré-affectations, a indiqué Mohamed Saber, ajoutant que les assiettes des bidonvilles seront récupérées pour édifier des équipements publics. Une autre opération de relogement de 150 familles à Hassi Ben Okba, la quatrième du genre

depuis octobre dernier, initiée dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire, était programmée pour hier, a annoncé le responsable de l'OPGI. Le calendrier établi par la wilaya prévoit également entre le 23 et 24 novembre prochain le relogement à haï El Menzéh (ex-Canastel) de près de 1 430

familles qui vivent dans des habitations menaçant ruine, notamment à haï Ghoualem (ex-Médioni). En outre, 85 familles des quartiers d'El Hamri et de Sidi El Houari seront relogées à El Mohgoun (Arzew), a-t-on indiqué de même source.

R.R.



Sahara occidental

L'Afrique du Sud «ne ménagera aucun effort pour l'indépendance»

■ L'Afrique du Sud ne ménagera aucun effort pour l'indépendance du Sahara occidental, dernière colonie sur le continent africain, a affirmé, dans les camps de réfugiés sahraouis, le ministre de la Culture de la République d'Afrique du Sud, Emmanuel Nkasinathi Mithetwa.

Par Amel F.

S'exprimant en marge de la cérémonie de signature, avec son homologue sahraoui, Khadija Hamdi, d'un protocole de coopération culturelle entre les deux pays, M. Mithetwa a exprimé aussi l'engagement de son pays à soutenir le Front Polisario dans les prochaines étapes à adopter à l'issue de son prochain congrès, prévu à la mi-décembre prochain. Il a, par ailleurs, lancé un appel à la communauté internationale, et à l'ONU en particulier, afin de «le règlement de la question du Sahara occidental et de mettre un terme aux souffrances du peuple sahraoui», avant de convier le peuple sahraoui à «rester fidèle au serment des martyrs tombés au champ d'honneur pour le recouvrement de la liberté». Fustigeant les pratiques répressives menées par les forces marocaines contre le peuple sahraoui dans les territoires occupés, le ministre sud-africain a estimé que «tout comme le colonialisme, l'occupant (marocain, ndr) ne tire pas les enseignements de l'Histoire qui veut que rien ne freine la détermination de l'Homme dans sa lutte pour la liberté». «L'expérience vécue par l'Afrique du Sud confirme que le recouvrement de la liberté de l'homme est finalement inéluctable», a ajouté le ministre sud-africain, qualifiant le combat mené par le peuple sahraoui d'«étrange», comme l'avait répété le défunt leader du parti du congrès africain Oliver Tambo, car «il a en face non pas un colonisateur étranger, mais un colonisateur africain, de surcroît voisin». Pour M. Mithetwa, «il appartient au gouvernement marocain de savoir que les luttes des deux peuples, sahraoui et sud-africain, ont plusieurs points en commun», car,



R.F. : DR

a-t-il dit, «il n'est pas possible d'évoquer le soulèvement de Zmala en 1970 au Sahara occidental sous la houlette de Ouali Mustapha Sayed, sans faire le parallèle avec celui des étudiants sud-africains dans leur lutte contre l'Apartheid». Au sujet de la visite de la délégation sud-africaine aux camps sahraouis, M.

Mithetwa a soutenu qu'elle visait, à travers la valorisation du patrimoine culturel, l'approfondissement des relations amicales et fraternelles entre les deux pays et la poursuite du parcours de la libération. Un protocole d'accord de coopération culturelle entre la République arabe sahraouie démocratique (RASD) et la

République d'Afrique du Sud a été signé dimanche au siège du ministère sahraoui de la Culture de la RASD, au camp Chahid El-Hafed des réfugiés sahraouis. Le ministre sud-africain a indiqué, en marge de la cérémonie de signature du protocole de ces accords visant à renforcer la coopération entre les deux pays,

que «la lutte du peuple sahraoui, sous la direction du Front Polisario, sera couronnée de victoire».

A.F./APS

Mauritanie
Découverte, au large,
d'un deuxième
gisement de gaz naturel

KOSMOS Energy, une des plus grandes sociétés américaines d'exploration et de production de pétrole et de gaz, basée à Dallas et cotée à New-York, a annoncé la découverte d'une importante accumulation de gaz épaisse de 107 m avec le puits d'exploration Tortue-1 dans le prospect Tortue Ouest sur le bloc C-8 au large de la Mauritanie. Tortue-1 a atteint une profondeur totale de 4 630 m et a entrecoupé un système net d'hydrocarbures de 107 m, a précisé la compagnie pétrolière américaine. La société américaine fait état d'une zone de trois réservoirs d'excellente qualité de 88 m d'épaisseur dans un intervalle d'hydrocarbures de 160 m entrecoupé dans le Cénomaniens inférieur et d'une quatrième zone épaisse de 19 m dans un intervalle d'hydrocarbures de 150 m dans un objectif secondaire du Cénomaniens supérieur. «Le puits Tortue-1 a réduit de manière significative le risque lié à l'exploration de notre vaste et sous-exploré superficie de 27 000 km² dans les eaux profondes de la Mauritanie», a commenté P-dg de la compagnie texane. Le forage de ce puits, situé à 285 km au sud-ouest de Nouakchott, à une profondeur d'eau de 2 700 m, se poursuit pour atteindre la profondeur fixée de 5 250 m, a souligné Kosmos Energy qui détient 90% d'intérêt dans le prospect Tortue, contre 10% pour la Société mauritanienne des hydrocarbures et du patrimoine minier. Ce gaz est localisé «dans un puits d'exploration situé au niveau de la partie nord du Bloc C-8». Il s'agit de la deuxième découverte de Kosmos au large des côtes mauritaniennes au cours de l'année 2015. «Les premières analyses des éléments issus d'un forage montrent une couche productrice de gaz nette d'au moins 70 mètres (soit 230 pieds) dans les intervalles du Cénomaniens supérieur et inférieur. Les sables du réservoir sont d'excellente qualité». Ce puits, foré à 2 400 mètres de profondeur, est situé à 60 kilomètres au nord de la première découverte de gaz dans le bassin Ahmeyim, au large de la Mauritanie.

R.M.

Ould Akki presse la communauté internationale
de sauver le peuple sahraoui

LE MINISTRE SAHRAOUI des Affaires des territoires occupés et de la diaspora, Mohammed Ould Akki, a lancé dimanche à Madrid un appel pressant à la communauté internationale pour sauver le peuple sahraoui. «Il y a urgence dans les territoires occupés», a déclaré M Ould Akki au lendemain de la conférence européenne de soutien et de solidarité avec le peuple sahraoui (Eucooco), tenue à Madrid, appelant à l'«intervention, rapide de la communauté internationale pour sauver le peuple sahraoui qui souffre depuis 40 ans». Depuis l'invasion marocaine en 1975, ajoute M. Ould Akki, «la population sahraouie a subi toutes les formes de violences». Il a, en outre, noté que cet élan de solidarité internationale exprimé lors des travaux de la 40^e édition de l'Eucooco, tenue vendredi et samedi dans la capitale espagnole sous le slogan «La décolonisation au Sahara occidental, garant de la paix et de la stabilité dans la région», est «un signe positif pour la lutte sahraouie» et «un message clair à l'occupant marocain qui prouve son isolement sur la scène internationale». M. Ould Akki a en outre indiqué que «la diaspora sahraouie installée à travers le monde, notamment en Suède, en Norvège, en France, au Venezuela et en Espagne, fait un travail important de sensibilisation de l'opinion publique internationale sur l'occupation illégale de territoires sahraouis». Les participants à la 40^e édition de l'Eucooco ont appelé, samedi soir dans leur déclaration finale, la communauté internationale à «faire plus de pression sur l'occupant marocain», et mettre un terme à l'occupation illégale des territoires sahraouis. Inscrit depuis 1966 sur la liste des territoires non autonomes, et donc éligible à l'application de la résolution 1514 de l'Assemblée générale de l'ONU portant déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux, le Sahara occidental est la dernière colonie en Afrique, occupé depuis 1975 par le Maroc avec le soutien de la France.

A.F.

Tunisie

Habib Essid examine avec la coordination
des partis la situation sécuritaire

Le Chef du gouvernement, Habib Essid, s'est réuni au palais du gouvernement à la Kasbah, avec la coordination des partis de la coalition au pouvoir. Selon un communiqué de la présidence du gouvernement, la réunion a permis de dresser un état des lieux de la situation sécuritaire dans le pays. A ce propos, les membres de la coordination ont exprimé leurs profondes condoléances à la famille du jeune berger décapité par des terroristes dans la délégation de Jelma du gouvernement de Sidi Bouzid. Ils ont, également, condamné les attentats terroristes perpétrés, vendredi, dans la capitale française Paris, faisant part de leur solidarité avec la France, gouvernement et peuple. De son côté, le Chef du gouvernement a passé en revue les

efforts déployés par les unités sécuritaires et militaires pour se prémunir contre le terrorisme et traquer les terroristes.

Face à la persistance de la menace terroriste, Essid a estimé indispensable de faire preuve d'une vigilance extrême, de renforcer les capacités opérationnelles des forces de sécurité et de l'armée et de sous-tendre les efforts des appareils sécuritaire et militaire pour mettre en échec les plans terroristes.

Un terroriste tué et plusieurs
autres blessés à Sidi Bouzid

Un terroriste a été tué et plusieurs autres blessés dont trois grièvement, dans des affrontements, dimanche, entre des unités

de l'Armée tunisienne et un groupe terroriste au mont Mghilla à Sidi Bouzid, a indiqué le lieutenant-colonel Belhassan Oueslati, annonçant aussi la mort d'un militaire.

Une arme de type kalachnikov, des munitions et une ceinture explosive ont été saisies, a-t-il ajouté.

Des affrontements avaient éclaté dimanche matin, au Mont Mghila (gouvernorat de Sidi Bouzid), entre des unités de l'Armée nationale et un groupe de terroristes, a rappelé l'agence TAP.

«La traque des terroristes qui avaient décapité vendredi dernier le jeune berger, Mabrouk Soltani, se poursuit», a assuré la même source.

Souhila K.



Cisjordanie

Au moins deux Palestiniens tués lors d'une opération punitive israélienne

■ Au moins deux Palestiniens ont été tués, hier, par l'armée israélienne visée par des tirs quand elle est entrée en force dans un camp de réfugiés de Cisjordanie occupée pour mener une nouvelle démolition punitive de maison.

Par Ali O.

Les soldats israéliens ont essuyé des tirs de Palestiniens dans le camp de Qalandiya quand ils sont venus détruire la maison de Muhammad Abou Shaheen, arrêté en juillet et accusé d'avoir tué un Israélien, Danny Gonen, le 19 juin près d'une colonie de Cisjordanie, a dit l'armée israélienne.

Des centaines de Palestiniens ont attaqué les soldats israéliens en leur lançant des pierres et des bouteilles incendiaires, selon l'armée israélienne.

Des sources médicales palestiniennes ont rapporté la mort d'Ahmed al-Ayesh, 28 ans, et de Laith Manasra, 21 ans à la suite de tirs israéliens. Le porte-parole de l'armée israélienne, le lieutenant-colonel Peter Lerner, a fait état de trois morts. Les heurts n'ont pas empêché les soldats israéliens de démolir la maison. Celle-ci apparaît sur les photos partiellement dévastée, semble-

l-t-il par les explosifs israéliens, dans l'entrelacs dense des rues du camp de réfugiés. Devant la vague récente d'attaques anti-israéliennes, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a décidé d'accélérer les démolitions des maisons d'auteurs présumés d'attentats, une mesure controversée. Ses détracteurs la dénoncent comme un châtimeur collectif puisqu'elle affecte les familles et non pas seulement l'auteur de l'attentat, qui bien souvent est déjà mort. Elle est honnie des Palestiniens qui la voient comme une manifestation de l'occupation israélienne de leurs territoires qui dure depuis plusieurs dizaines d'années.

Ces démolitions provoquent régulièrement des affrontements, mais rarement aussi meurtriers que ceux de hier. Des experts estiment que de nombreuses armes à feu circulent dans les camps palestiniens. Onze mille réfugiés palestiniens ayant fui leurs villages lors de la création d'Israël en 1948 vivent dans ce



Ph. > D. R.

ont fait 83 morts côté palestinien – dont un Arabe israélien – et 12 côté israélien. Une majorité des Palestiniens tués l'ont été en tentant ou en menant des attaques.

Le ministre israélien de la Défense, Moshé Yaalon, a justifié sur la radio publique les démolitions punitives.

«Nous avons eu la preuve tangible de son efficacité samedi lorsque le père de l'auteur de l'attentat qui a coûté la vie au rabbin Litman et son fils nous a livré son fils de crainte de voir sa maison détruite», a-t-il affirmé. Il faisait allusion au Palestinien accusé d'avoir tué par balles le rabbin Yaakov Litman et son fils Netanel vendredi sur une route de Cisjordanie occupée et dont l'arrestation a été annoncée dimanche. «Ces derniers mois, des Palestiniens livrent leurs fils ou nous informent à l'avance qu'ils sont sur le point de commettre un attentat pour éviter que leur habitation ne soit détruite», a dit le ministre.

Il est «hors de question» d'arrêter ces démolitions, a ajouté le ministre affirmant que les forces israéliennes ont «agi de façon professionnelle» à Qalandiya.

Israël avait détruit samedi en Cisjordanie à Naplouse et près de Ramallah les domiciles de quatre Palestiniens accusés d'attentats anti-israéliens à la suite du feu vert donné jeudi par la Cour suprême israélienne. A. O.

camp selon l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens UNRWA. Ouvert en 1949 avec l'idée d'être temporaire, il est devenu comme tant d'autres une véritable ville. Environ 60% de ses habitants ont moins de 25 ans et un résident sur cinq est au chômage, selon l'UNRWA. Qalandiya est le point de passage routier entre Ramallah, en Cisjordanie occupée, et

Jérusalem pour les Palestiniens.

Des heurts violents se produisent régulièrement dans le secteur de la forteresse israélienne qu'est ce point de passage.

Depuis le 1^{er} octobre, les attentats anti-israéliens, à l'arme blanche dans leur écrasante majorité, les heurts entre jeunes Palestiniens et soldats et les agressions mutuelles entre Palestiniens et colons israéliens



Points chauds

Contrôle

Par Fouzia Mahmoudi

Si la France a été frappée plu fort que jamais et si la population comme la classe politique est encore sous le choc, l'ensemble du monde a été touché par la violence qui a eu lieu vendredi soir à Paris. L'Europe, plus particulièrement, où la solidarité fait peur à la crainte de voir de tels actes perpétrés dans d'autres capitales de l'ancien continent. Angela Merkel avait été l'une des première personnalités politiques européennes à réagir, assurant de son soutien bien sûr mais également faisant part du choc qu'elle avait subi à l'annonce de la nouvelle. Et outre-Rhin l'on se demande si Berlin ne pourrait pas être la ville suivante sur la liste des terroristes islamistes. Aujourd'hui plus que jamais, alors que l'Allemagne a ouvert ces derniers mois ses frontières à des centaines de milliers de réfugiés fuyant les guerres du Moyen-Orient et les talibans d'Afghanistan. Or, c'est bien de cet afflux de réfugiés dont il est question, certains craignant que des terroristes ne se soient glissés parmi les vraies victimes de l'État islamique, comme il semblerait que cela soit le cas pour au moins un des kamikazes qui ont frappé à Paris. Ses «alliés» bavarois de la CSU, qui ne prennent plus de gants depuis plusieurs semaines face au «laxisme» de la chef du parti chrétien-démocrate (CDU) en matière d'immigration, ont «profité» des attentats pour renforcer leurs attaques. Le ministre-président du Land le plus riche du pays, Horst Seehofer, a souhaité un renforcement des contrôles aux frontières et une meilleure coordination entre les États-régions et le pouvoir fédéral. «Le temps de l'immigration incontrôlée et clandestine ne peut plus continuer comme cela, a renchéri le ministre bavarois des Finances, Markus Söder. Paris change tout». Le fonctionnaire souhaiterait également que son pays accepte moins de demandeurs d'asile. «Un million, c'est beaucoup trop, assure-t-il. Il serait plus concevable d'accueillir de manière ordonnée entre 200 000 et 300 000 personnes. Nous ne pouvons pas intégrer davantage de monde». Ces critiques commencent aujourd'hui à venir des rangs mêmes de la CDU. «Aussi longtemps que les frontières européennes ne sont pas réellement sûres, nous avons besoin d'un contrôle des frontières efficace afin de déterminer qui peut entrer ou qui doit être expulsé de la République fédérale d'Allemagne», a assuré le ministre-président de Saxe, Stanislaw Tillich. Les préconisateurs de l'ouverture des frontières, que cela soit en Allemagne ou dans le reste des pays européens, sont ainsi face à leur pire crainte celle de voir la peur du terrorisme stopper nette ou du moins largement ralentir l'afflux des réfugiés. Reste à savoir ce que les populations des nations européennes pensent de cette situation, eux qui en majorité étaient déjà par le passé contre le trop-plein de réfugiés ont aujourd'hui encore plus de raisons de demander à leurs dirigeants de privilégier la sécurité et le bien-être des population sur place au détriment des migrants. F. M.

Yémen

Les forces antirebelles tentent de briser le statu quo

Les forces antirebelles yéménites soutenues par des unités arabes ont repris l'initiative en déclenchant une offensive pour «libérer» la province de Taëz, au moment où d'autres opérations marquent le pas et que des pourparlers tardent à débiter sous l'égide de l'ONU.

«L'opération a été déclenchée après l'arrivée de renforts militaires de la coalition arabe et de l'armée nationale favorable au président Abd Rabbo Mansour Hadi», a ajouté le haut gradé yéménite.

Avant l'annonce officielle du lancement de l'offensive, des sources militaires yéménites avaient fait état de la progression hier de forces de la coalition arabe conduite par l'Arabie saoudite en direction de la province de Taëz. Ce mouvement préfigurait, selon ces sources, une offensive majeure destinée à reprendre la province dont la capitale éponyme est la troisième ville du Yémen. Les rebelles chiites Houthis encerclent dans

la ville des forces loyales au gouvernement Hadi, reconnu par la communauté internationale et soutenu militairement par la coalition arabe.

Les forces équipées de véhicules blindés et d'engins de déminage avançaient dans la zone de Charija, proche de la ville de Rahida, située dans le sud de la province de Taëz, ont précisé des sources de la 4^e Région militaire yéménite, basée à Aden (sud).

Les Houthis ont été chassés de cinq provinces du sud du Yémen à la faveur d'une offensive lancée en juillet notamment par des combattants loyalistes soutenus par la coalition arabe, dont les principaux piliers sont l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis.

Issus de l'importante minorité chiite zaidite, les Houthis sont entrés en guerre en 2014 contre le pouvoir central et contrôlent toujours les provinces du nord du Yémen et la capitale Sanaa.

Mais si les Houthis ont été vite chassés du sud, ils résistent dans la province de Marib (centre).

La coalition arabe y a lancé à la mi-septembre une offensive terrestre après y avoir acheminé d'importants renforts en hommes et en équipements militaires.

La coalition a d'abord sécurisé la ville de Marib et a attaqué

des poches de résistance des Houthis qui se terrent, selon des chefs militaires, dans des collines difficiles d'accès, notamment dans le nord-ouest de la province. Les opérations, qui marquent le pas, n'ont pas débouché depuis sur une grande offensive en direction de Sanaa. L'ONU, selon laquelle la guerre a fait quelque 5 000 morts depuis mars, dont plus de la moitié des civils, peine à relancer des négociations de paix.

Après avoir annoncé la tenue de pourparlers pour la mi-novembre probablement à Genève, l'entourage de l'émisnaire de l'ONU Ismail Ould cheikh Ahmed a indiqué hier qu'aucune date n'avait encore été fixée.

«Il reste quelques zones d'ombre, nous sommes dans la région en discussion avec les parties», a indiqué à l'AFP une source onusienne.

Après une contre-offensive rebelle dans le sud du Yémen, le gouvernement du président Hadi a accusé le 9 novembre les Houthis de ne pas être sincères dans leur volonté de paix.

«Nous voulons aller aux négociations à Genève», avait déclaré à l'AFP le ministre des Affaires étrangères Ryad Yassine. «Mais ce qu'ils (les rebelles) font à Taëz et les tentatives de reprendre des positions dans le sud... montrent qu'ils ne sont vraiment pas sérieux».



Si El Hachemi Assad, SG du Haut-commissariat à l'amazighité annonce

Conception en 2016 d'une statue de Massinissa

■ Une statue sera conçue et érigée à Alger en 2016, à la mémoire de Massinissa, personnalité historique, a-t-on appris dimanche du secrétaire général du Haut-commissariat à l'amazighité (HCA), Si El Hachemi Assad.

Par Adéla S.

Invité au Forum du quotidien «*El Djoumhouria*», M. Assad a souligné que le site où sera érigée la statue a été retenu dans la place «El Fouara» à Alger-Centre en commun accord avec le wali, le président de l'Assemblée populaire communale de Sidi M'hamed et le HCA.

Ce projet vise à réhabiliter la culture amazighe et l'histoire en application des recommandations du colloque international sur Massinissa, fondateur du premier Etat numide, organisé en septembre 2014 à El Khroub (Constantine), a expliqué M. Assad.

En prélude à cette œuvre, qui sera financée sur budget de la commune, une commission a été installée au niveau du Haut-commissariat à l'amazighité, composée de spécialistes en histoire, d'artistes et de sculpteurs pour organiser un concours national de la meilleure conception dont les résultats seront affichés à l'occasion de la célébration de l'Année amazighe en janvier prochain, selon le même responsable qui a indiqué que toutes les institutions de l'Etat sont mobilisées pour la concrétisation de ce projet de statue qui «*fera la fierté de l'Algérie et contribuera à la promotion de la culture amazighe*».

L'Etat numide, fondé au deuxième siècle avant JC par Massinissa, était prospère et occupait une place prépondérante dans le bassin méditerranéen.

Un royaume disposant de sa propre monnaie, très respecté, fidèle aux traités et refusant toute ingérence extérieure dans ses affaires intérieures, a-t-on évoqué.



Massinissa est l'auteur du célèbre dicton «*l'Afrique aux Africains*», qui dénote d'un grand attachement à la souveraineté, a-t-on rappelé.

Par ailleurs, Si El Hachemi Assad a rappelé les différents acquis et réalisations concrétisées par le HCA durant les vingt dernières années, soulignant que le HCA œuvre à la promotion de la langue et la culture amazighes dans les secteurs de l'éducation, de l'information et de l'enseignement supérieur et dans les domaines de l'édition et de la traduction.

Il a affirmé, au passage, que l'introduction de la langue amazighe dans le système scolaire est devenue une réalité palpable à travers 23 wilayas du pays et aura une forte présence l'année prochaine, en collaboration avec le ministère de l'Education nationale, qui s'est engagé à améliorer

l'enseignement de tamazight.

Le secrétaire général du HCA a également salué les efforts du ministère de la Communication pour la présence de tamazight dans les radios locales.

Le HCA œuvre aussi à améliorer la production audiovisuelle en langue amazighe avec le partenariat de l'Entreprise publique de télévision (EPTV), a-t-il ajouté, tout en valorisant le «*grand acquis*» réalisé au sein de l'agence «Algérie Presse service» (APS) qui consacre un fil à la langue amazighe.

S'adressant au secteur de l'Enseignement supérieur, le secrétaire général du HCA a appelé à l'ouverture d'un institut de langue et de culture amazighes au niveau du pôle universitaire d'Oran, à l'instar de quatre instituts à Tizi Ouzou, Béjaïa, Batna et Bouira.

Démarches pour classer la fête de Yennayer patrimoine universel

Le Haut-commissariat à l'amazighité (HCA) œuvre pour le classement de la fête de Yennayer (année amazighe) au patrimoine immatériel universel par l'Organisation des nations unies de l'éducation, des sciences et de la culture (Unesco), a annoncé, dimanche à Oran, le secrétaire général du HCA, Si El Hachemi Assad.

M. Assad a indiqué au Forum du quotidien «*El Djoumhouria*», qu'une réunion sera tenue avec la commission locale de l'Unesco à Alger et sera suivie par une autre le 21 novembre pour préparer le dossier de classification en collaboration avec les ministères de l'Education nationale et de la Culture, qui

sera présenté à l'Unesco à Paris (France). Le secrétaire général du HCA a souligné que la reconnaissance de la fête de Yennayer peut être à travers la célébration et par un dossier que présentera l'Algérie à l'Unesco.

Le HCA œuvre également à officialiser la fête de Yennayer à travers un texte de loi pour l'introduire au calendrier des fêtes nationales, «*du moment que cette fête est célébrée dans différentes wilayas du pays et sert l'unité nationale*».

A propos de la prochaine célébration de la fête, la wilaya de Sétif abritera les festivités officielles avec la programmation d'activités en plus de l'exposition des différents projets du HCA, notamment l'annonce d'un modèle de clavier en tamazight appelé «Azul».

Ce clavier, le premier du genre en Algérie, a été réalisé par un groupe de jeunes au service de la langue et la culture amazighes, a souligné Si El Hachemi Assad.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Espacio España (10, rue Ali-Azil, Alger-Centre)

Jusqu'au 22 novembre :

Exposition vente d'artisanat «richesses et talents d'Algérie», une sélection des meilleurs artisans dans le domaine du tissage de tapis de Ghardaïa, des artisans de Touggourt (ponchos, vestes...), de céramiques de la famille des Boumehdi, de sculptures et peintures sur bois, patchwork, châles brodés et tableaux de peinture.
Horaires : de 10h à 18h.

Galerie d'art de l'hôtel Sofitel (El Hamma, Alger)

Jusqu'au 31 décembre :

Exposition-vente de peinture et de photographie «Du soleil à la lune», avec Nourredine Chegrane, Farid Benyaâ, Valentina Ghanem, Ferrante Ferranti, etc. les bénéfices seront utilisés pour acheter du matériel spécial aux enfants de la Lune souffrant du xeroderma pigmentosum et qui ne peuvent supporter le moindre rayon de soleil.

Galerie d'Arts Aïcha-Haddad (84, Rue Didouche-Mourad, Alger)

Jusqu'au 26 novembre :

Exposition de l'artiste Abdesslam Bouzar.

Musée national d'art moderne et contemporain (rue Larbi-Ben-M'hidi, Alger)

Jusqu'au 20 novembre :

6^e Festival de la photographie d'art.

Galerie Baya du Palais de la culture Moufdi-Zakaria (Kouba, Alger)

Jusqu'au 16 janvier 2016 :

8^e Salon d'automne des arts plastiques.

Palais Ahmed-bey de Constantine

Jusqu'au 6 décembre :

Exposition de manuscrits arabes conservés aux Pays-Bas, intitulée «L'art du livre islamique».

Musique

Le parcours artistique de Sid-Ahmed Serri unanimement salué

Des musiciens et des interprètes de la chanson andalouse ainsi que le ministre de la Culture rendent hommage à Sid-Ahmed Serri, décédé dimanche à l'âge de 89 ans, et saluent son parcours artistique tout entier voué à la promotion et à la sauvegarde de la musique classique algérienne.

Le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, a écrit dans un message de condoléances que l'Algérie et la famille artistique avaient perdu «*grand nom de la culture, un doyen et un repère*» qui aura laissé derrière lui un riche patrimoine, devenu une «*référence de la musique andalouse*».

De leur côté, des présidents ou membres d'associations, amis ou anciens élèves du défunt témoignent de la «*passion*» que vouait l'artiste à la musique andalouse ainsi que de son «*travail de formation et de transmission*» entrepris en 1952, année de son passage au statut d'enseignant.

Brahim Behlouli, président de l'association El Djazira, parle d'un homme de «*foi et de conviction*» qui a consacré sa vie à la chanson andalouse, alors que Youcef

Oueznadji, à la tête des Rossignols d'Alger, évoque le dévouement du formateur à ses élèves.

Le président de l'association Nassim Essabah de Cherrhell, Mustapha Belanguer, rappelle de son côté le travail de préservation entrepris par le défunt à travers son ouvrage «*Recueil des poèmes des noubates de la musique Sanâa*», édité en 1997 par l'Entreprise nationale des arts graphiques (Enag), avant d'être complété et réédité en 2002 puis en 2006.

Le chanteur andalou Nouredine Saoudi évoque, pour sa part, un «*jour triste pour la culture algérienne*» tout en saluant la «*rigueur professionnelle*» de l'artiste et formateur qui s'était investi dans un travail de transmission auquel il tenait par dessus tout.

Le président du Conseil national des arts et des lettres (Cnal), Abdelkader Bendamache, pleure quant à lui la disparition de l'«*un des pionniers de la musique andalouse*» qui aura légué «*un riche patrimoine*» à la culture algérienne.

Le président du Cnal, ami du défunt, qualifie le chanteur et professeur de musique andalouse Sid Ahmed Serri d'«*artiste généreux*», et considère que ses œuvres, toutes enregistrées, constituent «*un legs inestimable au patrimoine musical algérien*».

Né le 2 novembre 1926 à Alger, Sid-Ahmed Serri s'était intéressé dès son enfance à la musique. En 1945, il adhère successivement aux associations El Andaloussia puis El Hayat.

Elève de Abderrezak Fakhardji, il devient en 1952 enseignant de musique andalouse au sein de l'association El Djazairia, devenue depuis El Djazairia El Mossiliya.

Sid-Ahmed Serri, auquel le journaliste spécialisé Hamid Tahri a consacré en 2013 un ouvrage intitulé «*Le chant du rossignol*», est le premier artiste lyrique à recevoir, en avril 1992, les insignes de l'Ordre du Mérite National. En 2006, il a été élu à la tête de la Fédération nationale des associations de musique classique algérienne.

Racim C.

Coup-franc direct

Une politique de recrutement et des interrogations

Par Mahfoud M.

Décidément, plus personne ne comprend la politique de formation du président de la JS Kabylie, Moh Chérif Hannachi, qui ramène des joueurs qui ont déjà émarginé dans son club et qu'il avait libérés. Des joueurs comme Beramla et Harrouche ont eu l'occasion de porter les couleurs kabyles avant qu'ils ne soient débarqués pour ne pas avoir été convaincants. Plus grave, Harrouche avait été licencié avant même que la saison ne débute pour un problème d'indiscipline et voilà qu'on lui déroule le tapis rouge et qu'on lui offre, du côté du club de la ville des Genêts, un salaire dont il n'a jamais rêvé. Un salaire net de 200 millions de centimes et une avance de quatre mois, ce qui fait 800 millions dans un contexte très difficile avec cette crise qui touche le pays. Hannachi ne semble pas connaître les lois du marché, ni les critères pour recruter certains éléments malgré la grande expérience qu'il se targue d'avoir. Recruter pour recruter n'a jamais été quelque chose de sensée pour un club qui respecte et qui cible plutôt des jeunes éléments capables d'apporter un plus à l'équipe. **M. M.**

ES Sétif

Le Suisse Alain Geiger s'engage jusqu'à la fin de la saison

L'ENTRAÎNEUR suisse Alain Geiger a signé, dimanche, dans les locaux du club, un contrat le liant à l'ES Sétif (ligue 1 Mobilis) jusqu'à la fin de la saison en cours. Le technicien helvétique a indiqué que ses objectifs étaient les mêmes que ceux qui avaient été assignés à son prédécesseur Kheireddine Madoui, à savoir atteindre la phase de poules de la ligue des champions africains, figurer sur le podium en championnat et aller le plus loin possible en coupe d'Algérie. Pour sa part, le président de l'ESS,

Hassen Hammar, a souligné que la liste des joueurs à libérer et celle des éléments à recruter sera «refaite à zéro» pour qu'elle soit adaptée aux souhaits de Geiger. Rappelons que ce dernier a déjà coaché l'équipe sétifienne en 2011-2012 avec laquelle il a remporté le doublé coupe-championnat, décrochant 22 victoires pour 9 défaites et 5 matchs nuls. Il a également entraîné, en Algérie, la JS Kabylie (2009), le MC Alger (2013-2014) et, plus récemment, le MO Béjaia.

Judo/Jeux olympiques 2016 Le DTN Sebaâ opte pour des engagements sélectifs

LES JUDOKAS algériens (messieurs/dames) seront engagés «de manière stratégique» dans les prochaines compétitions internationales pour augmenter leurs chances de récolter les points nécessaires à leur qualification aux JO-2016 à Rio (Brésil), a-t-on appris auprès du directeur technique national (DTN), Samir Sebaâ. «Nous estimons rationnel de ne pas engager nos athlètes dans des compétitions où ils ne sont pas sûrs de réussir un bon parcours, ce qui leur permettra de préserver leurs forces pour d'autres tournois, plus lucratifs en points», a indiqué Sebaâ. Les compétitions «Open d'Afrique et d'Océanie», ainsi que les Grands Chelem d'Asie auront lieu, en effet, à des intervalles réduits, ce qui laisse très peu de temps aux athlètes pour récupérer et préparer les échéances suivantes. Ainsi, pour éviter d'émauser inutilement ses athlètes dans des tournois où ils ne sont pas sûrs de récolter des points, la Fédération algérienne de judo (FAJ) a opté pour «un engagement sélectif». Sebaâ a cité pour exemple Sonia Asselah (+78 kg), Kaouthar Qualal (-78 kg) et Djazia Haddad (-52 kg), qui ont été dispensées de l'Open d'Océanie, ralliant Alger juste après la fin de l'Open Africain en Ile Maurice pour intégrer un stage bloqué destiné à préparer d'autres échéances, notamment, l'Open de Tunisie (14-15 janvier) et les prochains Championnats d'Afrique, prévus

en avril 2016. «Asselah devrait cependant accompagner Houd Zourdani (-66 kg), Abderrahmane Benamadi (-90kg), Lyès Bouyacoub (-100 kg) et Mohamed Amine Tayeb (+100 kg) en Asie pour prendre part à deux Grands Chelems», a-t-on appris de même source. «Nous allons essayer de joindre l'utile à l'agréable pendant ces Grands Chelem, prévus en Corée du Sud (24-28 novembre) et au Japon (2-6 décembre), en effectuant de courts stages de préparation sur place. Ceci est intéressant pour nos athlètes en présence de certains judokas parmi les meilleurs au monde», a ajouté Sebaâ. «Notre objectif consiste à qualifier aux JO de Rio, au moins quatre judokas. Le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) et le Comité olympique et sportif algérien (COA) ont promis de mettre à notre disposition tous les moyens nécessaires pour y parvenir», a affirmé le DTN. «Nous tablons essentiellement sur les prochains Championnats d'Afrique pour consolider le classement mondial de nos athlètes, car cette compétition met en jeu un total de 400 points, ce qui est considérable», a indiqué le même source, insistant toutefois sur «la nécessité» de participer à d'autres compétitions internationales «pour éviter une régression aux athlètes algériens» dans la Ranking-list qualificative aux JO de Rio.

Eliminatoires Mondial-2018 (Algérie-Tanzanie)

Les Verts à 90' de la qualification

■ La sélection algérienne de football dispute ce soir (19h30) son match retour comptant pour le deuxième tour des éliminatoires du Mondial 2018 au stade Mustapha-Tchaker de Blida face aux Taïfa Stars de Tanzanie.

Par Mahfoud M.

Auteur d'un nul flatteur au match aller à Dar Essalem (2/2), les Verts seront dans une position idéale pour passer au troisième tour, étant donné qu'un nul vierge devrait leur suffire pour passer au troisième tour, ce qui devrait être dans leurs cordes quand on connaît la détermination des joueurs à dépasser justement l'écueil des Tanzaniens et se réconcilier avec leur public après un passage à vide lors des confrontations amicales disputées au stade du 5-Juillet. Retrouvant leur jardin au stade Tohaker de Blida, les coéquipiers du capitaine Medjani se donneront à fond pour remporter le succès et ne pas se contenter seulement d'un match nul qui, bien que suffisant, n'emballera pas trop la sélection. Après avoir vécu une très grosse pression due aux derniers résultats dans les matchs-test mais aussi pour la manière de jouer de l'équipe, le coach Gourguiff sera plus à l'aise, cette fois-ci, surtout qu'il va récupérer deux joueurs très importants dans son échiquier, à savoir Ryad Boudebouz et Yacine Brahimi, absents au match aller. Le retour de ces deux derniers devrait



L'EN tout proche du but

pouvoir permettre aux Verts d'avoir un plus grand nombre de solutions en attaque, et ce, dans l'optique de marquer des buts qui mettraient les Verts dans une meilleure position pour arracher la qualification sans avoir à souffrir. Il faut rappeler que l'équipe a ressenti leur absence au match aller où l'EN ne s'était pas créée de nombreuses occasions de scorer. Toutefois, les Algériens devraient faire très attention à

cette équipe de la Tanzanie qui ne se déplacera pas en victime expiatoire et qui jouera son va-tout chez nous, d'autant plus qu'ils se doivent de marquer s'ils veulent arracher la qualification. La défense algérienne devra faire très attention au duo du TP Mazembé, Samata et Oliwayou, qui peut être dangereux et qui devrait être surveillé. **M. M.**

Tennis

Ibbou engagée dans quatre tournois en Amérique du Nord

La joueuse de tennis algérienne, Inès Ibbou, ménagée au cours des deux derniers mois à cause d'une tendinite à un coude, reprendra la compétition le 16 novembre courant, en prenant part à quatre tournois internationaux en Amérique du Nord, a-t-on appris dimanche auprès de la Fédération algérienne de tennis (FAT). La tournée nord-américaine de la championne d'Afrique U18 «débutera part à l'Abierto Juvenil Mexicano du 16 au 22 novembre à Mexico City, puis à la 29^e édition de la Yucatan Cup du 23 au 28 novembre, également dans la capitale mexicai-

ne», a précisé la FAT. Après ces deux compétitions, «Ibbou (16 ans) se rendra en Floride (Etats-Unis), où elle participera à l'Eddie Herr du 30 novembre au 6 décembre, puis à l'Orange Bowl du 7 au 13 décembre», a ajouté la même source. Ibbou, actuellement 41^e au classement mondial «juniors», sera prise en charge dans ce circuit par la Fédération internationale de tennis (ITF) grâce au Fonds de développement du Grand Chelem (ITF/GSDF). Si elle réussit un bon parcours en Amérique du Nord, la jeune Algérienne pourra améliorer son classement mondial, car chacun des quatre

tournois auxquels elle va participer mettra en jeu un nombre considérable de points. L'Abierto Juvenil Mexicano et l'Orange Bowl seront, en effet de «Grade A», alors que la Yucatan Cup et l'Eddie Herr seront de «Grade 1». Ibbou avait contracté un «tennis elbow» (blessure au coude) le 17 septembre dernier, alors qu'elle disputait les quarts de finale d'un tournoi international à Mansourah (Tlemcen). La jeune Algérienne, sur prescription de son médecin, avait commencé par observer un mois de repos avant de reprendre les entraînements pour se remettre en forme.

Equipe algérienne des U-20

Deux matchs amicaux face au Soudan les 19 et 23 novembre à Alger

La sélection algérienne de football des moins de 20 ans (U-20) disputera deux matchs amicaux face à son homologue soudanais, les 19 et 23 novembre courant, en vue des prochaines échéances, a-t-on appris dimanche auprès de la Fédération algérienne de football (FAF). Les deux matchs se joueront au stade Omar-Hamad de Bologhine (Alger) à partir de 16h00, précise la même source. En vue de cette double confron-

tation, le coach national Mohamed Mekhazni a fait appel à 26 joueurs dont un élément évoluant en France. La FAF avait désigné Mekhazni à la tête des U-20 en février dernier, pour composer une équipe qui sera appelée à entamer en avril 2016 les éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2017, considérée comme «un objectif intermédiaire», selon la même source. Mekhazni, connu pour son travail de fond avec les

jeunes catégories, aura le principal objectif de former des joueurs qui vont intégrer par la suite l'équipe des U-23 en vue des jeux olympiques JO-2020 prévus à Tokyo, au Japon. De son côté, la sélection du Soudan est attendue dimanche à Alger avant de s'envoler en Tunisie pour disputer deux autres matchs amicaux face aux Tunisiens, le 28 novembre et le 3 décembre.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Tlemcen/Contrebande

Saisie de 30 000 litres de carburant destinés au Maroc

LES SERVICES des douanes de Tlemcen ont saisi, la semaine dernière, 30 705 litres de carburant destinés à la contrebande vers le Maroc, a-t-on appris hier auprès de la direction régionale des douanes de Tlemcen.

Les saisies ont été opérées par des brigades mobiles des douanes lors de barrages et de patrouilles de contrôle sur la bande frontalière ouest du pays, a-t-on indiqué au service communication relevant de la direction régionale des douanes de Tlemcen, ajoutant que la quanti-

té du produit destiné à la contrebande était conditionnée dans 354 jerricans en matière plastique transportés à dos de baudets et à bord de quatre véhicules.

Cette quantité de carburant est la plus importante saisie ces dernières semaines, a-t-on fait savoir.

La valeur du carburant et des moyens de transport saisis est estimée à plus de 2,68 millions de DA, alors que l'amende douanière est évaluée à plus de 19,66 millions de DA. **Youcef H.**

Skikda

Vaste opération pour éradiquer les marchés illicites

UNE VASTE opération destinée à éradiquer les marchés illicites a été lancée, hier, à Skikda, a-t-on constaté dans plusieurs quartiers et cités de la ville. L'opération est inscrite dans le cadre du programme initié par le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, visant l'assainissement des places publiques, des trottoirs et des ruelles en les débarrassant des activités commerciales informelles, a précisé à l'APS le chef de daïra, Azzedine Anteri.

Cette action, accueillie favorablement par les Skikdis, organisée avec la collaboration des services de la sûreté de wilaya et de la protection, cible en particulier les cités Frères-Ayachi, les

Allées, Salah-Boulkeroua et le centre de l'agglomération.

L'objectif est de faire respecter la loi en matière d'activités commerciales, de parvenir à offrir un meilleur cadre de vie aux citoyens, de donner une image digne de cette ville, a indiqué le chef de daïra.

Pas moins de 460 commerçants sur un total de 620 vendeurs illicites recensés, seront intégrés au marché couvert de la cité Zefzaf, au chef-lieu de wilaya, a encore affirmé le responsable, soulignant que les dossiers des personnes ne figurant pas parmi les bénéficiaires et ayant présenté un recours seront «*étudiés au cas par cas*». **Amira G.**

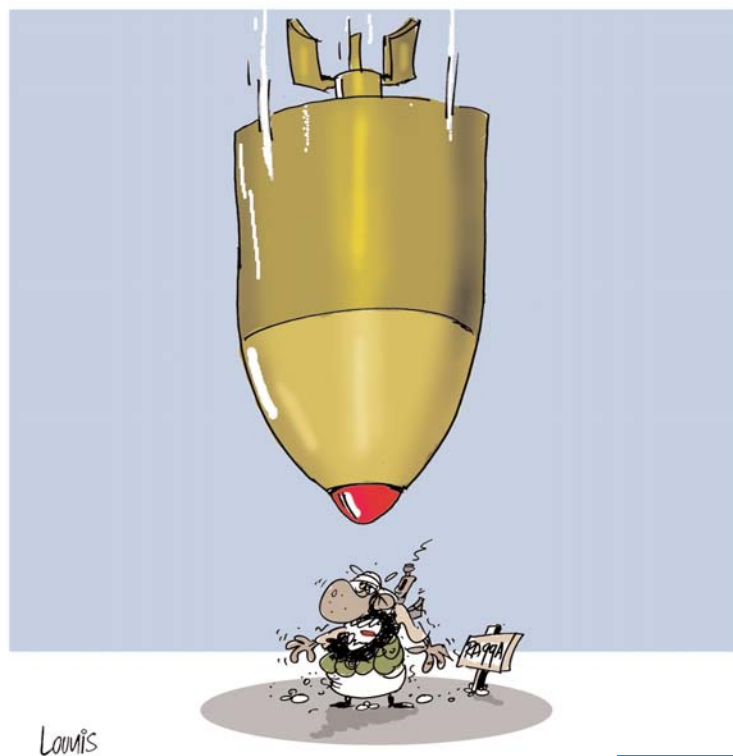
Lutte contre la drogue et la contrefaçon à Béjaïa

Saisie de 6,6 kg de kif et plus de 4 000 CD playstation

LA BRIGADE de recherche et d'investigation (BRI) relevant de la police judiciaire de la sûreté de wilaya a saisi, ces derniers jours, 6 654 kg de kif traité sous forme de 14 moules carrés à Akbou, plus précisément au niveau des trois chemins se trouvant sur la RN 26 et menant vers la commune d'Ighram, près de l'usine MAC-SOUM. «*La drogue a été retrouvée à l'intérieur d'une voiture de marque Kangoo qui a été fouillée par les enquêteurs*», apprend-on auprès de la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Ils ont mis hors d'état de nuire deux individus au cours de cette opération. Ces derniers sont spécialisés dans le trafic de drogue, et répondent aux initiales de F.M. 33 ans (connu pour ces antécédents judiciaires) originaire de Bouzegane dans la wilaya de Tizi-Ouzou et

Ch. M. 28 ans, originaire d'Akbou, ajoute la même source. Ces deux individus ont été arrêtés près d'Akbou. Les deux narco-trafiquants ont été présentés devant le parquet d'Akbou qui les a placés sous mandat de dépôt pour possession de drogue, commercialisation et achat, stockage et distribution de drogue. Pour sa part, la section de lutte contre la contrefaçon de la brigade économique et financière a saisi 4 456 CD de type Xbox.Playstation. Cette marchandise contrefaite a été confiée à l'Office national des droits d'auteur et droits voisins (ONDA). Deux individus originaires respectivement de Dar El-Baida et El-Biar (Alger) ont été arrêtés. Il s'agit de L.F. 31 ans et M.S. 25 ans, souligne-t-on. **H. C.**

LA FRANCE INTENSIFIE SES FRAPPES CONTRE L'ETAT ISLAMIQUE



Loumis

Djalou@hotmail.com

Baraques érigées sur les accotements de la RN 43 à Melbou

Le wali ordonne leur démolition sans délai

■ Lors de sa visite effectuée avant-hier à Melbou, le wali de Béjaïa, Ouled Salah Zitouni, inspectant les travaux de protection d'urgence de la RN43, a interpellé le maire de la localité sur l'exécution de son arrêté signé récemment et portant sur la démolition de toutes les baraques érigées tout le long de la route nationale.

Par Hocine Cherfa

Ces baraques ont terni la côte de cette commune. Il a décidé d'interdire dorénavant aux autorités locales d'autoriser la construction de baraques en été. En inspectant le projet d'aménagement de l'annexe administrative communale de Tizi El-Oued, un projet qui est achevé faut-il le souligner, «*le wali a demandé au directeur cette annexe à la fibre optique pour sa mise en service afin de faire bénéficier les populations des prestations de ce réseau*», indique la cellule de communication de presse. Il a également ordonné au maire de faire fonctionner la nouvelle bibliothèque

communale sise à Melbou-centre dans un délai d'un mois au maximum et la raccorder aussi à la fibre optique. L'autre projet visité par le premier responsable de la wilaya est celui du dédoublement de la traversée de la ville de Melbou sur 2,05 km sur la RN 43 dans le domaine du logement, le premier responsable de la wilaya s'est intéressé à la réalisation de 65 logements RHP qui entre dans le cadre du programme complémentaire des 1 500 logements (RHP) accordés à la wilaya en 2013. Le taux d'avancement de ces unités de logements est estimé à 30% et le délai de leur achèvement est revu à la baisse, soit août 2016, à la demande du wali auprès de l'entreprise. Il a été décidé égale-

ment de doter la commune de Melbou d'un autre programme de logements promotionnels puisque des assiettes de terrain sont disponibles, selon le président de l'APC. Ce programme promotionnel sera pris en charge par l'agence foncière de wilaya. Il faut ajouter à cela un autre programme de logements de type LPA pour lequel les responsables du secteur ont été instruits. Par ailleurs, il a été procédé à la pose de la première pierre du projet de réalisation du pont de Tizi El-Oued pour lequel le chef de l'exécutif a demandé son achèvement dans les 8 mois. A ce propos, il a invité le responsable de l'entreprise à travailler en 2x8, c'est-à-dire 16 heures par jour.

H. C.

Criminalité à Oran

Deux personnes arrêtées pour apologie du terrorisme

Deux personnes ont été arrêtées dernièrement à Oran pour apologie du terrorisme, a-t-on appris hier auprès des services de la Gendarmerie nationale. La première personne, âgée de 28 ans, a été interpellée dans la localité de Belgaid, commune de Bir El Djir, en train de filmer, au moyen de son téléphone portable, une opération de démolition de constructions précaires.

L'examen de la carte mémoire de son appareil téléphonique a permis de relever des séquences vidéo d'actes terroristes perpétrés par l'organisation criminelle «Daesh» et des discours et chants à caractère subversif.

Poursuivant leurs investigations, les enquêteurs ont inter-

pellé un deuxième individu, âgé de 32 ans, et saisi, en son domicile sis dans la commune de Bir El Djir, des fascicules renseignant sur l'organisation de l'Etat islamique auto-proclamé «Daesh». Les deux personnes ont été présentées devant le procureur de la République près du pôle pénal spécialisé d'Oran.

Said F.